

Pour la qualité de la vie à Genève

Rencontre avec trois candidats motivés

Cyril Aellen, avocat et député depuis 2013; Diane Barbier-Mueller, juriste en immobilier et députée depuis 2018 et Thierry Oppikofer, journaliste et rédacteur en chef du Journal de l'Immobilier, sont tous trois candidats PLR à l'élection au Grand Conseil genevois. Trois visions qui fusionnent et disent leur engagement pour une Genève qui assure à tous une qualité de vie satisfaisante dans une vision d'avenir. Même si elle échoue parfois, la politique est l'art de rendre possible ce qui ne le semble pas *a priori*.

Jean Romain - Quelles sont vos motivations à votre candidature au Grand Conseil?

Thierry Oppikofer - Voilà de nombreuses années que j'exerce le métier de journaliste, puis de directeur de journaux. Cela m'a donné l'occasion de suivre beaucoup de dossiers relatifs à la politique en général, à l'aménagement du territoire, à la mobilité... A force de commenter – et souvent de critiquer – les décisions de certains élus et l'évolution de la société, il m'a paru nécessaire d'apporter ma pierre à l'action concrète en faveur d'un retour du dialogue, du débat et du bon sens dans notre République! Certes, en cas d'élection, je ne serai qu'un député parmi cent, mais avec l'excellent groupe PLR et les nouveaux élus, nous pouvons espérer améliorer les choses.

Diane Barbier-Mueller - En me présentant en 2018, comme nouvelle venue en politique, je souhaitais apporter des changements par le dialogue. Après 5 ans, j'ai compris que les positions de chaque parti étaient plus arrêtées que je ne l'avais imaginé, mais aussi que l'ouverture d'une seule personne pouvait faire changer les majorités. Ma motivation est de trouver des solutions pour favoriser les logements de qualité pour toute la population, répondre aux enjeux environnementaux et améliorer la situation des familles.

Cyril Aellen - J'aime la politique. Je me suis d'abord engagé comme élu communal, au sein de mon parti ensuite - je l'ai présidé - et enfin comme député au Grand Conseil depuis 2013. Je crois que le système politique suisse me convient très bien: il ne repose pas sur des femmes ni des hommes

providentiels. En revanche, il laisse de l'espace aux personnes qui, comme moi, apprécient le travail bien fait et acceptent d'agir dans un esprit de concertation. Fort de cette expérience, j'ai toujours l'enthousiasme, l'énergie et la volonté d'être utile à notre canton.

Retrouver le bon sens

- Selon votre analyse, quels sont les principales difficultés du canton de Genève?

C.A. - Genève rencontre les problèmes d'un canton dont l'économie est florissante, mais le territoire très exigü. La croissance économique génère une croissance démographique régulière que notre canton a de la peine à gérer, notamment en matière de logement et d'infrastructures. L'Etat et les communes sont les autres grands bénéficiaires de la croissance économique et engrangent des recettes fiscales particulièrement importantes. Toutefois, au lieu d'en profiter pour mettre en place une gestion saine vertueuse, nos autorités dépensent sans compter. Le canton à l'économie la plus prospère est aussi le plus endetté et le moins efficace. En réalité, depuis des années, à Genève, l'Etat s'accapare de nouvelles tâches coûteuses et sans réelle plus-value pour les habitants. Cette tendance doit cesser. L'Etat doit se recentrer sur ses activités essentielles, comme par exemple le maintien de la sécurité ou d'une école de qualité. Si l'Etat a également un rôle important à jouer en matière de cohésion sociale et doit savoir venir en aide aux personnes

en difficulté, il doit avant tout garantir des conditions cadres de qualité.

T.O. - En toute franchise, ce n'est pas pour rien que le terme de *Genferi* a été inventé! Il semble incroyable qu'après le travail acharné des générations qui nous ont précédés, ce lieu béni des dieux et promis à une qualité de vie exceptionnelle subisse tant de dégâts à son image. Une guerre, largement attisée par certains élus, entre usagers de la chaussée, entre locataires et propriétaires, entre majorité et minorités actives; une éducation publique autrefois exemplaire et devenue la pire de Suisse, malgré les efforts de quelques enseignants admirables noyés dans la bureaucratie et l'arrogance d'une magistrature socialiste; une gauche exigeant de plus en plus d'impôts et une classe moyenne bientôt exsangue rêvant d'exil...

D.B-M. - Genève est un beau canton, qui jouit d'une forte attractivité. Sa population s'est habituée à un confort de développement propre aux grandes villes: son réseau de transports publics très étendu, ses commerces de proximité et ses belles entreprises qui font prospérer l'économie. Mais son équilibre est fragile; quelques personnes, surtout en politique, tendent à l'oublier et pensent que cette situation est pérenne. Par le biais d'initiatives communales et de budgets démesurés générant des charges exponentielles et une dette abyssale, le risque est de ne plus pouvoir continuer à maintenir le train de vie actuel et que ma génération et les suivantes en paient le prix fort. L'enjeu est de faire



De gauche à droite: Thierry Oppikofer, journaliste et rédacteur en chef du Journal de l'Immobilier, Diane Barbier-Mueller, juriste en immobilier et députée depuis 2018 et Cyril Aellen, avocat et député depuis 2013.

comprendre à certains que les dépenses inconsidérées, couplées à une ingratitude envers ceux qui payent leurs impôts, ne nous laisseront à terme que ruine et regrets. Il est vital de laisser un canton sain aux générations futures.

- Comment les responsables politiques peuvent-ils regagner la confiance de la population?

D.B.-M. - Les politiques doivent réussir l'exercice difficile d'entendre les préoccupations actuelles de la population, tout en anticipant les enjeux futurs. C'est le cas notamment dans le domaine du logement: construire suffisamment pour loger tout le monde (et pas se concentrer uniquement sur les loyers très bas, inaccessibles à la classe moyenne) tout en garantissant une

qualité de vie adéquate, en préservant les ressources environnementales, les arbres et les terres agricoles. Ce n'est qu'en réussissant à anticiper en adéquation avec les besoins de la population que la confiance pourra se reconstruire.

C.A. - Comme sur le panneau de l'échoppe du mythique barbier, les responsables politiques inscrivent souvent sur leur programme «Demain, on rase gratis». Or le citoyen est intelligent et ne se laisse pas duper par les slogans simplistes. Pour retrouver une crédibilité, les responsables politiques doivent s'attacher à ne promettre que ce qu'ils peuvent tenir et à mettre en œuvre ce qu'ils promettent. A titre personnel, c'est la règle que j'essaie de me fixer.

T.O. - La confiance n'est pas entièrement perdue: les Genevois savent que certains

élus travaillent réellement au bien commun. Mais les querulents, les doctrinaires, les agités qui compromettent la bonne gestion de la République font un tort considérable à la fonction politique. Tandis qu'il y a des pauvres à Genève et que le gaspillage de ressources par excès d'administration et de procédures bat son plein, de grands penseurs veulent réviser le Cé què lainô, fermer des rues et faire taire leurs adversaires par tous les moyens. Il faut absolument rétablir le cercle vertueux d'élus au service du peuple et d'électeurs qui respectent l'engagement des politiques. La confiance, le libre débat et le respect sont indispensables à la démocratie. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN ROMAIN
Député et Ancien président du Grand Conseil



CAVES OUVERTES, C'EST SAMEDI !

De nombreux domaines vous accueillent tous les samedis dans leur cave pour un moment unique de partage.

Harald Gavillet, Domaine de la Côte d'Or, Anières

Liste et horaires des caves sur www.geneveterroir.ch

SWISS WINE | SANS HÉSITER
GENÈVE

Suisse. Naturellement.